



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

LUBRIZOL : QUAND LES CAPITALISTES METTENT EN PERIL NOS VIES POUR GARANTIR LEURS PROFITS !

BULLETIN NPA GESTAMP LE THEIL

2 OCTOBRE 2019

L'accident industriel de Lubrizol, le plus important en France depuis celui de l'usine AZF de Toulouse, en 2001, met en lumière le laxisme avec lequel les industriels et les pouvoirs publics assurent la gestion des risques.

Depuis une semaine, ministres, préfet et responsables de l'agglomération rouennaise nous jurent que les habitants n'ont rien à craindre, à la suite d'un incendie dont on ne connaît pas encore, ni les origines, ni les « carburants ».

COTE DECIDEURS, TOUT VA TRES BIEN

Pour le 1^{er} ministre, les odeurs sont « gênantes », mais pas « nocives ». Quand à Castaner, égal à lui-même, il a mis à profit sa visite sur le site pour déclarer qu'il « *n'y a pas de dangerosité particulière, même si l'inhalation de fumée présente en soi sa part de dangerosité* » !

Et pourtant, le site stockait des produits extrêmement toxiques, le toit du bâtiment de stockage, parti en fumée, contenait de l'amiante, tout comme la suie et les benzènes transportés par le panache de fumée. Alors qu'on interdit les récoltes et de faire sortir le bétail, de consommer les œufs et le lait produits dans 112 communes, ils voudraient nous faire avaler qu'il n'y a pas de risques pour la santé !

UN LOURD PASSIF DE POLLUEUR

Le président de Lubrizol France, propriété du milliardaire Warren Buffet, minimise ses responsabilités : « *Je suis très étonné de voir un incendie qui démarre comme ça [...]* ». Mais déjà, à l'hiver 2013, sur le même site, un rejet de mercaptan, toxique à forte dose, avait incommodé des dizaines de milliers de personnes, victimes de vertiges, maux de tête, vomissements...

Déjà à l'époque, les informations avaient été dissimulées. Le groupe Lubrizol s'en était tiré avec une amende dérisoire de 4.000 euros. En 2015, elle avait de nouveau été mise en cause pour avoir déversé des milliers de litres d'huile dans le réseau d'évacuation des eaux pluviales. Et pas plus tard qu'il y a un mois, un autre site de Lubrizol, près du Havre, avait été confronté à un incendie d'origine électrique.

UN « ACCIDENT » PREVISIBLE

L'accident de Lubrizol est un nouvel accident « industriel », survenant dans une entreprise, c'est-à-dire un lieu organisé, dirigé et contrôlé pour la production capitaliste. Cette même organisation capitaliste, responsable lorsqu'un accident « industriel » ou « du travail », survient.

De Tchernobyl à AZF en passant par Fukushima ou Bhopal, toutes les grandes catastrophes prétendument inenvisageables ont révélé de graves manquements à la sécurité, sans que les responsabilités soient clairement établies et les coupables réellement condamnés. Probable donc que la « transparence » promise par Edouard Philippe ne soit qu'un nouvel enfumage !

ABATTRE CE SYSTEME QUI POLLUE ET QUI TUE

Avec plus de 10 000 sites Seveso en Européenne, dont 705 en « *seuil de risque haut* » pour la France (comme à Lubrizol), c'est bien tout un système industriel et économique qui met en danger les populations. La nécessité de ces productions, tout autant que les conditions de réalisation, échappent pour

l'essentiel à tout contrôle des travailleurs et des populations.

Une fois de plus, cette catastrophe met à nu les conséquences sociales et environnementales de la production capitaliste, basée sur l'exploitation, le manque d'effectifs et d'entretien pour maximiser les profits. Plutôt que la politique des « petits gestes » inoffensifs qu'on nous vante tant, c'est une production basée sur le contrôle ouvrier, en lien avec la population et l'expropriation des capitalistes qui permettrait d'éviter que de tels désastres se reproduisent.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



CHIRAC : SANS COMMENTAIRES

Nous ne commenterons pas la mort de Jacques Chirac. Mais quand même, que d'hypocrisie ...

Il ne serait plus temps de faire de la politique mais celui de pleurer un champion de l'amitié entre les peuples et de la défense des valeurs de la république et de respecter cette étrange trêve qui réunit de partout toute la classe politique autour du Grand Jacques.

Alors, nous n'évoquerons pas les militants RPR payés par la mairie de Paris, les marchés publics truqués, les faux électeurs et les déjà gratuits homards de l'époque.

Nous n'évoquerons pas la reprise des essais nucléaires en 1995, aberration écologique et symbole de la colonisation.

Nous n'évoquerons pas le massacre des 18 kanaks de la grotte d'Ouvéa, commandité par le premier ministre Chirac et son président Mitterrand.

Nous n'évoquerons pas «le bruit et l'odeur» des étrangers qui incommodaient Chirac.

Nous n'évoquerons pas la « Francafrrique », ses belles amitiés avec les pires dictateurs du continent noir, amitiés souvent faites de valises de billets et restées solides sous Hollande et Macron.

Nous n'évoquerons pas les 65 privatisations de groupes industriels, la suppression de l'ISF ou la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, politique pour les riches poursuivie par les successeurs.

Nous n'évoquerons pas ses amis Pasqua, Debré et Sarkozy ministres de l'intérieur responsables de la répression des jeunes et de la mort de Malik Oussekin en 86.

Certains oublient bien vite !

FIN DE GRÈVE VICTORIEUSE À LA SAM -JINGJIANG DANS LE BASSIN DE DECAZEVILLE

Une grève de l'usine Jingjiang SAM à Decazeville en Aveyron s'est conclue par le retrait du projet de suppression de 150 à 200 emplois, cause la grève, l'indemnisation à 100% du chômage partiel, et le paiement des jours de grève.

L'usine appartient depuis deux ans à un grand groupe industriel chinois et a maintenant pour seul donneur d'ordre Renault dont le volume des commandes varie selon son bon vouloir.

A l'annonce de la suppression des emplois, une grève totale a commencé avec le soutien de tout un bassin industriel autour. Cette mobilisation a fait peur cette fois-ci au gouvernement qui a poussé Renault et le patron à céder.

Des revendications satisfaites grâce à une mobilisation, c'est une chouette victoire mais rien n'est réglé. L'avenir d'une usine comme celle-ci dépend des activités et du travail fournis par les patrons. Et ce n'est que tous ensemble, chez Renault et PSA comme chez les sous-traitants que l'on peut espérer gagner !

SUR LA RETRAITE A POINTS ... QUI A DIT :

«Le système par points, en réalité, permet une chose qu'aucun homme politique n'avoue : ça permet de baisser chaque année la valeur des points et donc de diminuer le niveau des pensions» ????

Grand oral de François Fillon, candidat à la « primaire de la droite » devant les patrons le 10 mars 2016 (Public Sénat)

Ça, c'est pour ceux qui n'auraient pas encore compris !

OU PEUT MENER LA SURCHARGE DE TRAVAIL ...

Le suicide d'une directrice d'école à Pantin a suscité une vague de colère. Il faut dire que les lettres qu'elle avait envoyées à sa hiérarchie ainsi qu'aux directeurs des écoles environnantes accusent sans détour l'accumulation des tâches, le manque de moyens, l'isolement : tout ce qui l'empêchait de faire correctement un travail qu'elle aimait.

Après France Télécom, les suicides se multiplient à La Poste, à la SNCF, dans les hôpitaux, dans l'Éducation nationale. À chaque fois, ce sont les restrictions budgétaires, les réorganisations à la chaîne et la pression hiérarchique qui sont responsables du mal-être grandissant dans toutes nos entreprises, que ce soit des ouvriers, employés et même des cadres.

Mais toutes ces colères pourraient bien se coordonner ... pour que le mal-être change de camp !

LES 50 000 SALARIÉS DES USINES DE GENERAL MOTORS AUX ÉTATS-UNIS EN GRÈVE !

Il y dix ans General Motors avait évité la faillite grâce à des subventions du gouvernement américain. Depuis il a retrouvé des profits, 8 milliards de dollars de bénéfices l'année dernière ! Il a décidé la fermeture de 4 usines d'assemblage en Amérique du Nord.

Des salaires toujours bloqués et un système inique qui paye les nouveaux embauchés la moitié de ce que touche un travailleur plus ancien. Les Trump s'enrichissent ! Pas les ouvriers !

Maintenant GM veut faire payer aux salariés les investissements dans les domaines de la voiture électrique sans baisser profits et dividendes. Comme ici en Europe.

Dans les négociations qui ont lieu tous les 4 ans avec le syndicat de l'UAW, General Motors n'a rien lâché. D'où l'appel à la grève par une direction de syndicat pourtant pas réputée pour sa combativité. La grève a commencé lundi 16 septembre. Et si on s'y mettait tous ensemble ...

DES URGENCES AU RESTE DE L'HOPITAL : TOUS EN GREVE

Initié il y a plus de six mois, le mouvement de grève des urgences touche aujourd'hui plus de 260 services dans toute la France. Une lutte hautement nécessaire : alors que les hôpitaux, et plus particulièrement les urgences, augmentent chaque année leur activité, le budget ne suit pas, mais entraîne fermetures d'hôpitaux, de services et suppressions de postes.

La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, n'a jusqu'ici accordé que des miettes aux urgences : 750 millions d'euros, mais à budget constant, c'est-à-dire que cette somme est ponctionnée sur d'autres activités hospitalières. Et dans le but surtout de décourager les patients de se rendre aux urgences.

Les grévistes demandent, eux, une augmentation de salaire (300 euros mensuels), des embauches massives et l'ouverture de lits pour accueillir dignement les patients. Le Collectif inter-urgences, à l'initiative de cette lutte appelle à l'étendre à l'ensemble du service public hospitalier, et même au-delà. Pourquoi pas nous ?

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63